

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

18 mars 2015

## **Les lobbyistes du gaz de schiste font peu de cas de la santé publique, de l'éthique et de la volonté de la population**

*Un député conservateur suggère cavalièrement de bafouer une promesse électorale*

MONCTON, N.- B. - Au cours des dernières semaines, les partisans de l'exploitation des gaz de schiste - l'industrie, le parti progressiste conservateur à l'opposition et certains éditoriaux - ont réclamé la levée du moratoire. À l'appui de leur revendication, ils ont recours à un seul argument éculé, l'économie, révélant ainsi leur méconnaissance des raisons d'être d'un moratoire.

Le moratoire vise d'abord à répondre à des préoccupations de santé publique. De plus en plus d'études évaluées par les pairs relient l'extraction du gaz de schiste à une série de problèmes de santé allant du cancer jusqu'à des malformations congénitales du coeur. Ces études en elles-mêmes constituent une raison de s'alarmer mais elles font surtout ressortir que nous en avons encore beaucoup à apprendre au sujet de cette extraction.

On ne connaît pas encore la distance sans danger d'un puits de gaz. À quel niveau d'exposition les toxines sont-elles nocives; quels rôles jouent l'intensité, la proximité et la durée de l'exposition? Peut-on limiter le dommage avec de meilleures pratiques de l'industrie? Y-a-t-il des problèmes pour lesquels un allègement n'est ni disponible ni possible?

Nous savons que plusieurs des produits chimiques utilisés sont toxiques et carcinogènes mais nous ne savons rien des centaines de produits chimiques utilisés qui n'ont pas été analysés. Nous ne savons pas comment ces produits, soumis à la chaleur et à la pression, réagissent entre eux ainsi qu'avec les toxines naturelles et la radioactivité dans le sous-sol.

La compréhension de ces questions va demander plusieurs années. Les recherches longitudinales en matière de santé publique doivent s'étaler sur plusieurs années parce que souvent les maladies se développent sur plusieurs années. L'établissement de données de référence sur l'état de santé avant l'instauration de l'industrie tel que recommandé par le médecin-hygiéniste en chef et entériné par le gouvernement Gallant, à lui seul exigera plusieurs années de travail.

Ce n'est pas demain que nous aurons une réponse honnête et objective à la question de l'extraction sécuritaire du gaz de schiste. Les paramètres du moratoire, lorsqu'ils seront connus, devront respecter la recherche scientifique qui, par sa nature même, nécessite

du temps. Toute approche contraire serait le résultat de considérations politiques et non de l'intérêt de la santé publique.

Il est juste que le gouvernement prenne son temps pour s'assurer d'avoir un bon texte de loi pour établir le moratoire. Il doit aussi faire ce qui est nécessaire en ce qui a trait au renouvellement des baux. Toutefois, il doit être très clair pour tous les acteurs que ce n'est pas dans un avenir rapproché que le moratoire pourra être levé si nous voulons véritablement protéger la santé publique.

Le moratoire trouve sa deuxième justification dans le résultat de la dernière élection lorsque deux tiers de l'électorat a voté pour des partis qui revendiquaient un moratoire. L'opposition doit le reconnaître et doit passer à autre chose.

Les explications fournies par le critique de l'opposition sur les questions d'énergie, lorsqu'il essayait de convaincre les libéraux de revenir sur leur promesse de moratoire, «parce que nous sommes au Nouveau-Brunswick et que plusieurs gouvernements sont revenus sur leurs paroles (traduction libre)<sup>1</sup>» sont choquantes par leur cynisme et par leur mépris pour les Néo-brunswickois. Il faut mettre fin à ce discours qui relève plus de la mise en scène que de la discussion rationnelle. Nous devons avancer.

### **Au sujet de l'Alliance anti-gaz de schiste du Nouveau-Brunswick**

L' Alliance anti-gaz de schiste du Nouveau-Brunswick représente les intérêts des Néo-brunswickois qui s'opposent à l'exploration et à l'exploitation pétrolifères et gazières de schiste tout en faisant la promotion d'alternatives énergétiques propres.

site web: <http://www.noshalegasnb.ca>

courriel [mailto:: shaleinfo.nb@gmail.com](mailto:shaleinfo.nb@gmail.com)

---

<sup>1</sup> <http://atlantic.ctvnews.ca/video?clipId=567421>: Jake Stewart, PC MLA: "Let's face it, we live in New Brunswick – a lot of governments have gone back on their word. They should have never promised that to begin with."